

Joseph PHILIPPE

APERCU HISTORIQUE

SUR LA RECHERCHE DE LA HOUILLE

en Cornouaille

- XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles -

L'essor de la recherche de la houille depuis quelques années, dans le Massif Armoricain, vers les ressources du sous-sol. Des recherches ont été entreprises dans ce but par des sociétés privées et des organismes spécialisés - en particulier le Bureau des Recherches Géologiques et Minières - dotés de matériel de détection perfectionné et de machines permettant une exploitation rationnelle des richesses du sous-sol breton. Mais déjà par le passé, sur une échelle plus modeste, on a exploité certains gisements dans notre département. Tel fut le cas des calcaires, du fer, du plomb, de l'argent, de l'étain et de la houille.

Dans un article documenté, paru dans la revue "L'Est de l'Est", sous la signature de M. Yves HOLLAND (1), ont été localisés les gîtes calcaires et les fours à chaux de Ministère. D'autre part, une thèse de doctorat a été présentée à la Faculté des Lettres de Rennes par M. ROUANEZ, en 1972, sur l'exploitation des mines de plomb à FOUILMORON et au HUELGOAT au XVIII<sup>e</sup> siècle (2). Quant aux gîtes houillers de Cornouaille, ils ont fait l'objet d'études scientifiques portant sur la structure géologique des bassins et la flore fossile, travaux réalisés par le Docteur FICHENARD en 1939 (3). Notre regretté vice-président, M. Daniel SIBILLE, en sa qualité, dans sa monographie de CLEDEN CAP BIZON, consacré plusieurs pages aux recherches effectuées dans cette région aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles (4). Enfin, dans le domaine récent sur QUIMPER, notre confrère, M. Alain LE GRAND nous a donné l'histoire des mines de charbon à QUIMPER et à Kerpenn (5).

(1) Yves HOLLAND - " Mines à chaux et gisements calcaires du Finistère " - *Est de l'Est* n° 10, 1968, p.p. 197 à 211.

(2) M. Rouanez - " Les entreprises industrielles au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Mines de FOUILMORON et de HUELGOAT (1710-1791) ", thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, 1972.

(3) M. de FICHENARD - " Étude de la flore fossile du bassin houiller de l'Armorique - Finistère " - *Bulletin de la Société Géologique et Minière de France*, tome 64, fascicule 3, p.p. 340 à 363, 1939.

(4) Daniel SIBILLE - " Cleden Cap Bizon " - R.S.A.F. tome LXXVII, 1961.

(5) Alain LE GRAND - " Quimper-Coréentis en Cornouaille " 1946, p.p. 141 à 147 - *Revue de la Cité, BREST*.

APERCU HISTORIQUE  
SUR LA RECHERCHE DE LA HOUILLE  
en Cornouaille  
- XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles -

L'économie s'est orientée depuis quelques années, dans le Massif Armoricaïn, vers les ressources du sous-sol. Des recherches ont été entreprises dans ce but par des sociétés privées et des organismes spécialisés - en particulier le Bureau des Recherches Géologiques et Minières - dotés de matériel de détection perfectionné et de machines permettant une exploitation rationnelle des richesses du sous-sol breton. Mais déjà par le passé, sur une échelle plus modeste, on a exploité certains gisements dans notre département. Tel fut le cas des calcaires, du fer, du plomb, de l'argent, de l'étain et de la houille.

Dans un article documenté, paru dans la revue "Penn ar Bed", sous la signature de M. Yves ROLLAND (1), ont été localisés les gîtes calcaires et les fours à chaux du Finistère. D'autre part, une thèse de doctorat a été présentée à la Faculté des Lettres de RENNES par M. MONANGE, en 1972, sur l'exploitation des mines de plomb à POULLAOUEN et au HUELGOAT au XVIII<sup>e</sup> siècle (2). Quant aux gîtes houillers de Cornouaille, ils ont fait l'objet d'études scientifiques portant sur la structure géologique des bassins et la flore fossile, travaux réalisés par le Docteur PICQUENARD en 1920 (3). Notre regretté vice-président, M. Daniel BERNARD, a, de son côté, dans sa monographie de CLEDEN CAP SIZUN, consacré plusieurs pages aux recherches effectuées dans cette région aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles (4). Enfin, dans un ouvrage récent sur QUIMPER, notre confrère, M. Alain LE GRAND nous a donné l'historique des mines de charbon à QUIMPER et à Kergogne (5).

- 
- (1) Yves ROLLAND - " Fours à chaux et gisements calcaires du Finistère " - Penn ar Bed ", mars 1972, p.p. 197 à 213.
- (2) E. MONANGE - " Une entreprise industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Mines de POULLAOUEN et du HUELGOAT (1732-1791) ", thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, 1972.
- (3) Dr Ch. PICQUENARD - " Prodrôme de la flore fossile du bassin houiller de Kergogne (Finistère) " - Bulletin de la Société Géologique et Minéralogique de Bretagne, tome II, fascicule 3, p.p. 340 à 353, 1920.
- (4) Daniel BERNARD - " Cléden Cap Sizun " - B.S.A.F. tome LXXVII, 1951.
- (5) Alain LE GRAND - " Quimper-Corentin en Cornouaille, " 1968, p.p. 141 à 147 - Ed. de la Cité, BREST.

Le présent exposé a simplement pour but d'apporter quelques détails sur les vicissitudes que connut l'exploitation des gisements houillers de Cornouaille où des tentatives furent faites de 1748 à 1917, soit pendant une période couvrant plus d'un siècle et demi. Dans cet aperçu historique figurent bien des précisions jusqu'ici laissées dans l'ombre et qui projettent sur ce sujet un éclairage nouveau. Cette synthèse a pu être menée à bien grâce à l'apport d'une documentation importante, mais souvent dispersée. Tracer une piste de recherches, c'est à ce but que répond un mémoire enrichi de travaux récents et complété de plusieurs plans ainsi que d'une bibliographie mise à jour.

.....

Précisons tout d'abord la localisation des bassins houillers de Cornouaille. Nous les repérons sur les cartes géologiques de QUIMPER et de CHATEAULIN (1) en trois lieux différents : le bassin de QUIMPER occupe la vallée de l'Odet, à l'emplacement même du chef-lieu du département ; au Nord-Ouest de l'agglomération, sur l'ancienne commune de KERFEUNTEUN, se situe le bassin de Kergogne ; enfin, le bassin du Cap Sizun s'étend sur les communes de CLEDEN, PLOGOFF, PRIMELIN, ESQULBIEN et PONT-CROIX . A ce propos, il faut noter la singularité que constituent ces gisements dans la structure géologique de la Cornouaille. Le Sud-Finistère présente une plate-forme datant du Précambrien, époque antérieure à l'ère primaire, et la houille se trouve dans des terrains du Carbonifère, remontant pour le Stéphannien à environ 280 millions d'années. Cette structure s'explique par une série de failles qui ont donné des affleurements houillers, dans la vallée de l'Odet comme dans la dépression centrale du Cap Sizun.

- LE BASSIN de QUIMPER -

Ce bassin s'étend sur 8,500 Km , depuis le Moulin du Cluyou, en ERGUE-GABERIC, jusqu'au stade du Moulin-Vert, en Penhars. Sa largeur moyenne de 1000 à 1500 m. atteint parfois 2000 m. (2)

Le charbon affleure en de nombreux endroits de l'agglomération quimpéroise ; des travaux de construction en atteignent fréquemment les filons.

---

(1) Cartes géologiques (échelle: 1/80 000è), d'après Ch. BARROIS.

(2) Yves-Alain FUCHS - " Le bassin houiller de Quimper " - Penn ar Bed, n° 1, 1953.

La baronne de Beausoleil a parlé, la première, de " mines abondantes " de charbon de terre à QUIMPER, qu'elle visita en 1627 en compagnie de son époux, Jean du Chatelet (I). S'agissait-il de Crec'hmarc'h, du Cluziou ? On l'ignore.

Mais ce sont les besoins en combustible de la Compagnie qui exploite les mines de POULLAOUEN, au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui vont conduire aux premiers travaux. Dès la fin de 1743, cette Compagnie sollicite, en concurrence avec le receveur général des devoirs de QUIMPER, AMETTE, l'autorisation d'ouvrir à proximité de cette ville, en même temps qu'une mine de plomb au MONT FRUGY, une mine de houille " anciennement exploitée mais abandonnée ", au manoir du CLUZIOU. Le Contrôleur général, ORRY, transmet cette demande à l'Intendant de BRETAGNE, PONT-CARRE de VIARMES, qui, après enquête, se prononça en faveur de la Compagnie qui possédait une expérience et des moyens financiers que n'avait pas AMETTE.

A la fin de 1747, la Compagnie sollicite de nouveau du Contrôleur général de l'époque, MACHAULT d'ARNOUVILLE, l'octroi d'une concession de " 2 lieues de largeur et de 12 à 20 lieues de longueur " dans la région de QUIMPER. Elle accompagna sa demande d'un mémoire justificatif soulignant en particulier les besoins nouveaux créés par la machine de NEWCOMEN qu'elle était en train d'installer. Consulté par MACHAULT d'ARNOUVILLE, l'Intendant répondit favorablement le 19 Janvier 1748. Les travaux commencèrent cette année-là. Ils furent dirigés, au moins pendant plusieurs mois, par Christophe MATHIEU, un des plus célèbres entrepreneurs de mines de houilles de l'époque, qui était lui-même intéressé dans l'entreprise, mais ils furent interrompus en 1751.(2)

Ils reprirent en 1758 lorsque la Guerre de Sept Ans vint à nouveau compromettre l'approvisionnement des mines de POULLAOUEN. Le chevalier d'ARCY qui était devenu entre temps un des principaux actionnaires des mines de MONTRELAIS ( en Anjou ) présenta une nouvelle demande de concession pour la région de QUIMPER et de CLEDEN CAP SIZUN où, sur la proposition de KOENIG, il avait l'intention d'entamer des fouilles. A l'appui de sa demande, il faisait valoir que les veines de houille de Basse-Bretagne n'étaient que le prolongement de celles qu'il exploitait déjà à MONTRELAIS. Après un copieux échange de correspondances entre le Contrôleur général, les bureaux de TRUDAINE, l'Intendance de RENNES et les subdélégations de CARHAIX et de QUIMPER, l'Intendant accorda au chevalier d'ARCY, par une ordonnance du 29

---

(1) Alain LE GRAND (op. cit.) - p. 141 .

(2) E. MONANGE ( op. cit. ) - p. 125.

Septembre 1758, l'autorisation de procéder à des recherches pendant un an. Une seconde ordonnance du 5 Novembre 1759 prorogea cette autorisation d'une seconde année.

A QUIMPER, les recherches se poursuivirent en fait jusqu'en 1765 sous la direction de KOENIG, mais on ne parvint pas à trouver le " corps de la mine ". KOENIG avait fait creuser dans la colline de l'hôpital actuel une galerie horizontale et un puits de 15 m. Dans son rapport, il certifie l'équivalence du charbon de QUIMPER et de celui d'ANGLETERRE. Le professeur HELLOT, de l'Académie des Sciences, à qui l'on avait envoyé des échantillons parvint à la même conclusion.

Les travaux interrompus, en raison des faibles résultats obtenus, ne reprirent qu'en 1772, sans grand succès. La mine de QUIMPER connut toutefois une activité épisodique jusqu'à la Révolution.(I)

Un arrêté du 29 Frimaire An II ( 19 décembre 1793 ) désigne les citoyens ROCHER et CORMIER pour faire de nouvelles recherches. CORMIER, auparavant officier des mines de POULLAOUEN, commence ses travaux Place Toul al Laër, déblaye la mine de la Compagnie de POULLAOUEN et creuse jusqu'à 44m. Comme les actions avaient été émises en assignats, l'écroulement de ceux-ci ruine l'entreprise. Les mines sont concédées à l'Etat ( Nivose An IV) qui fait reprendre les travaux par CORMIER en l'An X. Celui-ci découvre cinq veines à mur de gneiss qui allaient s'améliorant et se rapprochant en profondeur. Le 17 Mai 1802, des expériences furent réalisées à BREST prouvant encore l'équivalence du charbon de QUIMPER et du charbon anglais. Les échantillons analysés provenaient d'un nouveau puits dit de Prat an Dour, profonde de 35 m., situé à l'actuelle Place Alexandre-Massé.

Par la suite, les travaux rentrèrent, le 10 Septembre 1810, dans les attributions du Ministère de l'Intérieur. Puis la Compagnie de Pont-Kallec obtint la concession de la mine ; enfin, les sondages reprennent ... En 1829, une concession de 223 hectares, s'étendant du CLUYOU - où avaient été faits les premiers forages - au MOULIN-AUX-COULEURS, permet de creuser jusqu'à 85 m. l'ancien puits de Prat an Dour. Ces travaux occupèrent jusqu'à 40 ouvriers.

EN 1833, soit au bout de quatre années d'exploration, cette mine fut abandonnée. Un nouveau puits fut creusé dans la lande de Cuzon, près de Kerhuel. Choisi surtout pour les facilités de forage, l'endroit se montra stérile. Les travaux consistèrent dans le creusement d'un puits de 157 m. de profondeur et à 155 m. on perça une galerie de 61 m. de long en direction du Nord. Malheureusement, on avait

---

(I) E. MONANGE (op. cit.) p. 127.

quitté les couches de terrains carbonifères à 52 m. pour pénétrer dans des téschistes plus anciens. Cette seconde tentative ne fut guère plus heureuse que celle de 1829 et il en résulta une catastrophe financière : après avoir dépensé 400 000 Francs-or, la Compagnie abandonna les travaux sans payer les ouvriers. Il s'en suivit un procès en 1841.

Si, dans les premiers mois de 1837, on arrêta le travail au puits de Cuzon, il nous faut mentionner une expérience relatée par M. De FOURCY en 1844 : Ce géologue écrit : "L'exploitation de la houille a depuis longtemps cessé à QUIMPER. On y a extrait, en mars 1839, une certaine quantité de schiste bitumineux, espérant en obtenir, par distillation, de l'huile et du noir à raffinerie de sucre, mais cet essai n'a pas réussi". (1)

Sans doute à l'origine de cette tentative trouve-t-on des conseils émanants de M. A. RIVIERE, Professeur de Sciences Physiques de l'Université, de Géologie à l'Athénée Royal de PARIS. Celui-ci, dans son ouvrage : "Etudes géologiques faites aux environs de QUIMPER", paru en 1838, a signalé l'existence, dans le puits de Cuzon, de schistes argilo bitumineux qui présentent des allures régulières et des puissances très considérables. Sceptique sur la rentabilité de l'exploitation de la houille, M. RIVIERE préconisait par contre l'extraction et le traitement du schiste argilo bitumineux qui permet d'obtenir le carbure d'hydrogène dont on se sert pour l'éclairage au gaz, ainsi qu'une espèce de goudron propre à beaucoup d'usages et un mélange d'alumine, de silice, de carbone et de fer. Dans un rapport communiqué aux adhérents de la Société civile d'Etudes Minières de QUIMPER, ce Professeur de Géologie conseillait ainsi les prospecteurs : "Il faudrait abandonner l'idée de la découverte de la houille et commencer immédiatement au moyend de divers puits pratiqués, mais principalement à Cuzon et à Pontigou, l'exploitation du schiste argilo bitumineux, établir au Pratandour (sic) une usine de distillerie, dont le combustible serait le bois ; se servir d'une partie du gaz pour l'éclairage de la ville de QUIMPER et avec le surplus alimenter le feu des fourneaux qui serait en outre activé par un bon ventilateur ; extraire d'une portion du goudron l'huile nommée dans les arts huile de schiste, et vendre l'autre portion en nature; peut-être aussi conviendrait-il de traiter la substance liquide comme véritable bitume, ou de l'asphalte". (2)

(1) E. DE FOURCY - Carte géologique du Finistère - Fain & Thunot, PARIS, 1844, p.174.

(2) A. RIVIERE - Etudes géologiques faites aux environs de QUIMPER - Carilian Goeury, PARIS, 1838, p. 61.

M. RIVIERE concluait son rapport en ces termes : " Je suis donc dans l'intime conviction, et je ne le dis qu'après avoir longuement étudié toutes les questions qui se rattachent au terrain houiller de la France occidentale, que l'exploitation du schiste argilo-bitumineux dans le terrain houiller de QUIMPER est une entreprise sage, et que non seulement elle peut indemniser des pertes faites jusqu'à ce jour, mais qu'elle peut encore devenir une industrie florissante pour le pays. " (1) L'expérience, on l'a vu, fut tentée ; elle se solda par un échec et nul ne songea à la renouveler, malgré les possibilités qu'elle avait pu laisser entrevoir dans l'avenir économique de la région.

Les années passent... En 1873, un nommé BOURASSIN, de la Compagnie du Chemin de Fer du réseau d'ORLEANS, acquit les terrains situés aux environs de la Place Toulal Laër. Il y fit creuser quelques ébauches de puits qui furent bientôt abandonnés.

En 1893, soit vingt ans plus tard, une nouvelle demande d'autorisation est présentée mais elle reste sans suite. Il est vraisemblable que les autorités se montrent réticentes dans l'accord de concessions et ne prennent plus au sérieux tous ces prospecteurs qui sollicitent des périmètres de prospection, effectuent quelques forages superficiels et abandonnent très vite leurs recherches.

Cependant le 15 Octobre 1900, M.M. Robert SURCOUF (ancien sous-préfet, domicilié à RENNES), et son fils ; Charles MEUNIER (constructeur à SAINT-BRIEUC) et Henry De La VALLEE (Ingénieur des Mines à RENNES) présentèrent une demande de concession de deux mille hectares autour de QUIMPER. La ville elle-même ainsi que le secteur de Coat-Ligavant s'y trouvaient inclus. Par délibération en date du 15 Février 1901, le Conseil Municipal de QUIMPER décida de s'opposer à l'accord de la concession sur les terrains de Coat-Ligavant où étaient aménagés les captages d'eau de la ville. Le 9 mars 1901, M.M. SURCOUF, MEUNIER et De LAVALLEE faisaient connaître au Préfet que pour donner satisfaction à la délibération du Conseil Municipal de QUIMPER, ils abandonnaient la partie de leur concession intéressant le sous-sol de la ville de QUIMPER et la vallée de Coat-Ligavant. (2)

On peut noter, en passant, que déjà à cette époque les recherches industrielles entreprises par des sociétés privées avaient parfois des incidences sur les équipements mis en place par les collectivités locales. De nos jours, il est vrai, nous connaissons d'autres nuisances, les pollutions se sont multipliées...

---

(1) A. RIVIERE - Etudes géologiques faites aux environs de QUIMPER, extrait du rapport de M. A. RIVIERE communiqué par la Société civile d'Etudes Minières de QUIMPER à ses Adhérents et au public. PARIS, 1838

(2) Arch. Mun. de QUIMPER.

Ainsi, tout au début de ce siècle, les chercheurs ne s'avouaient pas vaincus. On forait quelques puits, on déblaya d'anciennes fosses en vue de poursuivre l'exploration sur les lieux mêmes où d'autres avaient échoué. Finalement, une fois de plus, ce fut l'abandon des travaux. On avait pourtant espéré que QUIMPER allait devenir une ville industrielle. Mais le service des Mines rejeta la demande de concession de M.M. SURCOUF et Cie, jugeant que la preuve n'était pas faite d'un gisement houiller important dans la région.

Depuis les recherches n'ont pas été reprises et il est devenu désormais impossible, compte tenu du développement de l'agglomération Quimpéroise - de songer raisonnablement à de nouvelles prospections minières. Seulement, de temps à autre, lors de travaux de construction d'habitation, on retrouvera parmi les déblais quelques blocs du précieux combustible dont la présence suscita jadis de belles espérances.

#### - LE BASSIN DE KERGOGNE -

Le bassin houiller de Kergogne est indiqué à la surface du sol par de nombreux affleurements dessinant dans leur ensemble une ellipse allongée, du Nord-Ouest au Sud-Est, dans la partie Nord-Ouest de l'ancienne commune de Kerfeunteun. Sa superficie est d'une centaine d'hectares. (I)

On a trouvé trace de recherches en 1832, mais c'est seulement le 14 septembre 1835 que les consorts De Bruc, Dessaulx et Cie sollicitent une concession d'une superficie de 344 hectares. Ce n'est pas à Kergogne que débutèrent les sondages, mais sur les parcelles voisines de Kerlividic. On y voit encore les vestiges d'un puits ouvert en 1836, le puits "St Charles", encore appelé "puits de la Garenne". Ce puits de recherche révéla deux petits filons de houille.

Un second puits fut foré en 1836 à Saint Eugène, au Nord-Ouest de Kerlividic, mais on n'y découvrit que "quelques veinules sans importance". Le creusement de cette fosse sera repris en 1839 et poursuivi sans qu'on obtienne de meilleurs résultats, jusqu'à une profondeur de 63 mètres.

En 1836, vers Kerlividic, fut creusé un troisième puits, non loin du puits "Saint Charles". On y rencontra deux ou trois filons de faible puissance et discontinus. Toutefois le minerai se révélait apparemment de bonne qualité. Cette fosse a été comblée, il y a quelques années.

---

(I) Dr Ch. PICQUENARD (op. cit.) p. 340

En 1837, à moins de cent mètres de cette fosse, le directeur de la mine, du nom de POISSON, fit forer un quatrième puits appelé puits "K" ( de la première lettre des lieux-dits Kerlividic et Kergogne ), puis, plus tard, " La Louisa ", sans doute en raison du village voisin de Saint-Louis , disparu depuis. En 1840 , ce puits atteignait la profondeur de quatre-vingt quatorze mètres. Il comportait trois galeries : la première à 41 mètres, la seconde à 58 mètres, et une galerie intermédiaire. Pour le forage, on fit "parler la poudre", mais les infiltrations d'eau gênèrent les travaux et en ralentirent l'exécution. On avait ouvert largement le front de taille car on estimait pouvoir produire de " deux mille à trois mille hectolitres de charbon ". En fait le minerai extrait s'avéra " sale et terreux ", donc difficile à vendre.

Le dernier puits creusé dans la concession de Kergogne fut celui de " Lez Stéir " ou "puits Eudoxie", ouvert au Nord-Ouest de Saint-Eugène, en 1837-1838. Cette fosse comportait deux galeries : l'une à huit mètres, l'autre à dix-sept mètres. On y mit à jour des couches de houille de bonne qualité, mais peu importantes . Elle fut abandonnée. En 1839, on porta sa profondeur à 34 mètres. La production fut minime et la houille contenait beaucoup d'impuretés. On peut encore voir des galeries de ce puits de " Lez Stéir " .

La mine de " Lez Stéir " fut abandonnée au cours des premiers mois de 1844. Citons quelques chiffres sur le nombre d'ouvriers qui y travaillèrent : En 1838, trente-sept ouvriers y étaient employés. En 1840, la société THOMAS AUBERT et Cie - qui fit la même année une demande de concession dans le bassin du CAP SIZUN - propriétaire de la mine, avait occupé 371 ouvriers dont 116 au fond des puits , à de nouvelles recherches qui se poursuivirent jusqu'en mars 1841. Après quoi, il ne resta plus à " Lez Stéir " que quatre personnes : un maître-mineur, du nom de SIMON, et trois ouvriers chargés d'évacuer l'eau qui inondait les puits. En 1844, on enleva le charbon, en quantité peu importante, stocké sur le carreau de la mine et dans les magasins de QUIMPER. Il fut utilisé pour le chauffage des fours à chaux du Corniguel.

Telles furent les principales recherches entreprises dans le bassin de Kergogne, mais il y eut d'autres fouilles et le terrain en porte encore les traces sous forme d'anciennes galeries d'exploration, souvent obstruées par des éboulis.

D'importants capitaux avaient été investis dans ces recherches : sept cent mille francs-or, dit-on, pour la Société de Kergogne.

La concession demandée par les consorts SURCOUF, MEUNIER et De LAVALLEE, le 15 Octobre 1900 , comprenait également ce secteur. Comme nous l'avons vu plus haut, l'autorisation ne fut pas accordée.(I)

---

(I) Alain LE GRAND ( op. cit. ) - p.p. 144 à 147 .

Pour en terminer avec le bassin de Kergogne, signalons un renseignement donné par le Docteur Ch. PICQUENARD, en 1918 : "Une prospection a été entreprise en 1917 dans ce bassin. Je n'en connais pas l'emplacement ; quant aux résultats, ils se traduisent par l'abandon de toute idée d'exploitation dans ce petit bassin à l'allure si tourmentée". (I)

Comme à QUIMPER, la dislocation des couches, le peu d'importance des filons et le manque de méthode et d'économie des sociétés concessionnaires furent les causes réelles des échecs répétés enregistrés dans les mines de Kergogne.

#### - LE BASSIN DU CAP SIZUN -

Voyons maintenant les heurs et malheurs des mines du Cap Sizun.

Dans cette région, le bassin houiller est bien plus vaste que celui de QUIMPER. Il s'étend sur près de treize kilomètres de long, entre la Baie des Trépassés et le village de Landuguentel ( ESQUIBIEN ). Sa largeur moyenne est de cinq cents mètres. On peut croire que cette formation carbonifère se poursuit sous la Baie des Trépassés, à en juger de la structure des couches. Cependant les recherches proprement dites se sont circonscrites dans la partie occidentale du bassin, et plus particulièrement sur les communes de CLEDEN et de PLOGOFF. D'autre part, à proximité de la ville de PONT-CROIX, vers MEILARS, des affleurements ont été repérés sur une distance de près d'un kilomètre, en direction du village de Lanviscar. On n'en trouve plus trace au delà du ruisseau de POUILLAN, principal affluent de la rive droite du Goyen.

(2)

La Compagnie des Mines qui exploite les gisements de plomb argentifère de POULLAOUEN et du HUELGOAT au XVIII<sup>e</sup> siècle sollicite et obtient en 1758 une autorisation de concession dans le Cap Sizun. A cette époque, la machine de NEWCOMEN n'est plus en service à POULLAOUEN, mais la houille reste utilisée pour les forges et les fourneaux à manche. En 1759, on fore deux puits : l'un de 90 pieds et l'autre de 115 pieds, près du village de Lamboban en CLEDEN CAP SIZUN. Une galerie fut également percée sur une longueur de 175 toises (environ 322 m.) dans deux directions : 95 toises vers le Nord et 80 toises vers le Sud. Pour les opérations de boisage, la haute futaie de Kerharo, au Nord de la commune, fournit des troncs de chêne dont les puits furent garnis. Les résultats furent sans doute plutôt décevants puisque

---

(I) Ch. PICQUENARD - Compte-rendu à la société Géologique et Minéralogique de Bretagne, séance unique du 13 décembre 1918, p. 5

Les recherches se trouvèrent suspendues. Ceci ressort d'une lettre du subdélégué de PONT-CROIX, Jouan de ROSANDUC, à l'intendant de BRETAGNE, en 1766.

Nous apprenons ainsi que l'ingénieur chargé de la prospection était ce même KOENIG qui opéra en 1759 des forages à QUIMPER, toujours pour le compte de la Compagnie des Mines de POULLAOUEN. A CLEDEN, "il trouva une veine de charbon de terre de la plus belle qualité ; mais cette veine n'ayant pas annoncé devoir être abondante, les opérations furent suspendues et ne furent pas reprises depuis." Toutefois ce M. KOENIG assurait le subdélégué des intentions de la Compagnie de reprendre les recherches.

Effectivement, huit ans après, les travaux d'exploitation reprenaient. Donc en 1774, toujours à CLEDEN, on extrait le charbon, on le transporte même à QUIMPER où il est gardé par des soldats. La mine a ses entrepôts au lieu-dit Lamboban ; le directeur loge avec sa famille dans l'ancien presbytère. Tout semblait aller pour le mieux lorsqu'un accident mortel se produisit à la mine. Un ouvrier originaire de NANTES, Jean METAY, qui procédait aux opérations de boisage de l'un des puits, fut tué par la chute d'une chaîne et d'un basicot. Cet accident, mais sans doute d'autres causes tenant à l'exploitation, eurent pour conséquence la cessation des travaux sur ce chantier en pleine activité. On fit l'inventaire de tout le matériel qui fut mis en vente en 1782. Cette vente, tout le Cap s'y rendit. On y rencontra des châtelains comme M.M. de LEZUREC ( de PRIMELIN ), de ROSPIEC, de CLERMONT ainsi que des membres du clergé : le recteur de PRIMELIN et un prêtre de CLEDEN. La vente dura trois jours : les 4, 5 et 6 juillet. Tout y passa : l'outillage, le matériel de la forge et même le mobilier du directeur de la mine. Ces enchères procurèrent aux Capistes de très nombreuses chaînes, poulies, pelles, pioches, brouettes, ce qui laisse à penser que tout de même l'affaire avait été prise au sérieux, sur le plan de l'exploitation par la Compagnie des Mines de POULLAOUEN dont les activités étaient alors florissantes dans la région d'HUELGOAT.

Sous la Révolution, deux faits saillants : la Marine s'intéresse, à son tour, aux ressources minières du Cap Sizun. Le 19 août 1793, le citoyen CORDE, Ingénieur en chef des bâtiments civils de la Marine à LORIENT, reçoit la mission de se rendre à CLEDEN pour examiner la mine de Lamboban et s'assurer s'il ne serait pas possible d'en tirer parti.

Le 3 vendémiaire An III (24 septembre 1794), le Commissaire des armes, poudres et mines de la République annonce au district de PONT-CROIX qu'il a chargé un inspecteur des mines d'aller visiter les indices de houille qui ont été trouvés à CLEDEN et sur lesquels le directeur des mines de POULLAOUEN s'est renseigné. Cet inspecteur des mines a également pour mission d'intervenir auprès

de la direction de POULLAOUEN pour qu'elle adresse à l'agence des mines le rapport demandé sur les découvertes faites dans le Cap Sizun. On effectua donc des prélèvements d'échantillons de minerai qui furent expédiés à l'Ingénieur des Mines. Mais les travaux se bornèrent à de simples sondages auxquels aucune suite ne fut donnée.

Puis pendant près de quarante ans, le silence se fait sur les gisements de houille du Cap.

Il faut attendre 1833 pour voir de nouveau qu'on s'y intéresse. M. François-Jean-Baptiste DESSAUBE, de NANTES, sollicite la concession de la mine. Mais cette fois la superficie demandée est vaste puisqu'elle s'étend sur les communes de CLEDEN, PLOGOFF, PRIMELIN et GOULIEN, figurant un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 439 hectares, 23 ares. Notons, au passage, que ce périmètre excédait largement la zone délimitée à la carte géologique actuellement en service car l'étendue du bassin se limite à deux cents hectares. A l'époque, M. BILLON, recteur de CLEDEN, fut accusé de faire pression sur ses paroissiens pour les dissuader de céder leurs terrains pour la mise en valeur de l'ancienne mine de Lamboban. Le recteur se disculpa dans le journal " l'ami de la Religion ", du 1<sup>o</sup> mars 1834. En réalité, M. BILLON pensait au contraire que cette richesse naturelle du sous-sol de sa paroisse était susceptible d'apporter à ses ouailles un certain mieux-être. Quoiqu'il en soit, le 26 Avril 1837, soit quatre ans après la demande, celle-ci fut rejetée par le Ministre des Travaux Publics. L'argument donné était que les fouilles pratiquées avaient sans doute fait connaître la présence de roches appartenant au terrain houiller, mais non l'existence de la houille.

Ce Nantais ne fut pas le seul à s'intéresser aux mines du Cap Sizun. Une importante concession est demandée, à la même époque, par M. HIGNARD, négociant à PONT-CROIX. Cette fois, la superficie couvre 1.750 hectares dans un rectangle de 7 Km de longueur sur 2 Km 500 de largeur dont le centre se trouve au puits ouvert déjà auprès du village de Lamboban en CLEDEN. Comme la précédente demande, celle-ci fut vraisemblablement refusée, car on ne trouve aucune trace dans les anciens documents de travaux de sondages ni d'extraction de charbon.

Trois ans plus tard, le 11 mai 1840, une demande de concession est déposée par M.M. THOMAS, AUBERT et Cie, de QUIMPER. Le périmètre de prospection s'étend sur les communes de CLEDEN, GOULIEN, PRIMELIN et PLOGOFF, mais la zone est plus vaste encore que celle des recherches de M. HIGNARD en 1833.

Le fait qu'on s'intéresse de si près à leurs terrains ne laisse pas indifférents les gens du Cap Sizun. Si leurs ressources sont maigres en raison d'un sol souvent ingrat, des perspectives plus riantes ne s'offrent-elles pas grâce à l'existence dans le sous-sol de leur région du précieux combustible ?

Et puis, les sociétés ne donneront-elles pas du travail aux hommes du pays ? Aussi le 12 octobre 1840, une pétition adressée au Ministre des Travaux Publics laisse percer cette espérance suscitée par " l'existence , sur les territoires des communes de CLEDEN, PLOGOFF, GOULIEN et PRIMELIN, d'un bassin houiller d'une grande richesse dont les charbons sont d'une qualité reconnue sinon supérieure, du moins égale à celle des meilleurs charbons importés d'ANGLETERRE." Les Capistes ne pensent pas seulement à eux-mêmes qui pourtant " dénués de tout n'ont que le produit de la pêche pour pourvoir à leur subsistance et à celle de leurs nombreuses familles ". Ils voient plus loin et affirment que ce charbon du sous-sol de leur région serait avantageux au commerce et à l'industrie. S'ils disent que déjà approche la saison rigoureuse de l'hiver pendant laquelle les travailleurs seront sans ouvrage, ils ajoutent encore : " si les apparences de guerre viennent à se changer en réalité, tous les ports seront fermés aux approvisionnements de combustibles que, jusqu'à présent, l'on tire à grands frais de l'étranger."

De son côté, l'abbé BILLON, recteur de la paroisse de CLEDEN, appuyait cette requête, lui qui - sept ans plus tôt - fut accusé d'action subversive tendant à empêcher la mise en valeur de l'ancienne mine de Lamboban. Il écrit : " Il est à notre connaissance que plusieurs pères de famille eussent été réduits à la dure et honteuse nécessité de mendier, s'ils n'avaient trouvé à la houillère des moyens de subsistance pour leurs familles. "

Ces hommes n'étaient pas employés à l'exploitation de la mine, mais à des travaux de prospection exécutés par la Compagnie. Cette fois, on trouva un gîte contenant de la houille de première qualité et dont l'épaisseur était de 65 centimètres. Le filon semblait fort prometteur, à en juger des sondages réalisés. Mais, dans un rapport daté de 1844, M. DENTIS, Ingénieur ordinaire des Mines, émet un avis bien différent : " Ce petit rognon de houille, écrit-il, trouvé dans le puits principal, et les veinules rencontrées par le second puits n'indiquent pas, jusqu'à présent, qu'il y ait là un gîte exploitable, une mine véritablement existante." Une fois de plus, c'est l'abandon.

Quelle déception certes pour toutes ces familles du Cap Sizun où l'on s'imaginait déjà avoir découvert un nouveau pactole. Mais tout au long de cette aventure que furent les recherches de houille en Cornouaille, on retrouve d'une part, de grands espoirs fondés sur la qualité du minéral combustible, et, d'autre part, le scepticisme , basé sur les données scientifiques, des ingénieurs des mines quant à la rentabilité des opérations d'exploitation projetées.

En 1844, un certain M. TREGUER effectua un grand nombre de sondages superficiels. On constata, une fois de plus, que les filons de charbon

s'interrompaient ou ne présentaient plus qu'une épaisseur infime. Près du village de Kerloc'h, tout au bord de la Baie des Trépassés, on forait un puits d'une profondeur de trente mètres. Mais après avoir rencontré une couche de houille de 60 centimètres d'épaisseur, on se trouva en présence de couches de grès mélangé de schiste bitumeux avec quelques filonnets de charbon. Les résultats furent décevants.

N'oublions pas qu'à la même époque, on exécute aussi des sondages dans le secteur de Kergogne et que la lande de Cuzon a fait l'objet de recherches en 1833. Dans un rapport écrit à la suite des fouilles de 1844 à CLEDEN, il est précisé que "le terrain carbonifère offre des caractères notablement différents de ceux que l'on observe dans les bassins houillers de QUIMPER et de KERGOGNE ; les roches stratifiées qui le composent paraissent avoir une allure plus régulière, elles suivent une direction assez constante de l'Est à l'Ouest, leur inclination est très forte ; les affleurements de charbon sont extrêmement nombreux et tous rapprochés les uns des autres, mais la plupart paraissent n'être que de faux filons et n'avoir aucune importance. Ils semblent se prolonger sous la Baie des Trépassés. Il nous paraît peu probable que l'on y trouve des couches de charbon qui puissent être l'objet d'une exploitation avantageuse."

Bien que les rapports établis à cette époque soient quelque peu contradictoires, l'opinion est passionnée et les prospecteurs ne s'avouent pas battus. On note, en 1846, une nouvelle demande de concession déposée par le Baron MORAT, de PARIS. Plusieurs forages furent exécutés : un puits de 45 mètres et trois galeries de niveau qui traversèrent deux couches de houille grasse, de bonne qualité ; sept ou huit petits puits creusés à quatre kilomètres du grand puits vers l'Ouest où l'on trouva encore de la houille grasse mais moins compacte. On constate, par ailleurs, la présence d'autres couches, nombreuses et de même direction et richesse que les deux couches traversées par le grand puits.

Malgré ces résultats encourageants, les recherches furent, une fois de plus, abandonnées.

Si les hommes quittaient la mine, les installations demeuraient en place, et les puits creusés depuis 1759 dans le bassin du Cap Sizun constituaient un danger. Après la cessation des recherches en 1846, le Maire de CLEDEN constatait le grand état de délabrement des bâtiments ayant servi de forges, d'ateliers et de magasins. D'autre part, la palissade entourant le puits sur le bord de la route de CLEDEN à PLOGOFF avait disparu ainsi que la couverture en bois de la fosse que les eaux avaient remplie. De même, le second puits ne gardait plus trace de boisage, ses parois s'éboulaient. Cette situation fut signalée au Préfet

qui, par Arrêté en date du 26 mai 1846, "enjoignit aux concessionnaires de clore d'un mur de 1,50 m. de hauteur les puits de recherches qu'ils avaient ouverts sur le territoire de la commune de CLEDEN."

Durant le demi-siècle qui suit, on n'enregistre pas moins de quatre demandes de concessions. Tout d'abord, en 1854, un ancien administrateur des messageries impériales, M. BULLOT, et un certain François VANAKEN, de PARIS, sollicitent l'autorisation d'effectuer des prospections dans une zone comprise entre les clochers de PLOGOFF, PRIMELIN, GOULIEN et les limites Nord et Ouest de la commune de CLEDEN. Mais il faut croire que les Ingénieurs des Mines demeureraient toujours aussi sceptiques et réticents, en raison des abandons de recherches successifs. Dans son rapport, l'ingénieur DUROCHER, chargé d'instruire cette demande, après avoir constaté " que les recherches antérieures n'avaient pas donné de résultats par suite du peu de persévérance des chercheurs ", concluait qu'aucun accord de concession n'interviendrait tant que la preuve de l'existence certaine du combustible n'aurait pas été apportée. Et donc l'affaire, une fois encore, n'eut aucune suite.

Il faut croire que les prospecteurs ne tinrent aucun compte de l'Arrêté préfectoral du 26 mai 1846 puisque douze ans après, en 1858, les puits restant toujours ouverts sans clôture de sécurité, le Maire de CLEDEN se plaignit du danger de cette situation.

En 1868, une autre demande présentée par la princesse Napoléon-Elisa BACCIOCHI, parente de l'Empereur Napoléon III, laquelle résidait au château de Korn-ar-C'hoat, près de VANNES. Elle demeura sans suite comme la demande présentée en 1873 par un ingénieur civil à BREST.

Au registre des délibérations du Conseil Municipal de CLEDEN CAP SIZUN, on trouve la preuve de l'intérêt manifesté par les édiles pour les recherches de houille dans la commune, en 1894. Il y est écrit : "Le Conseil Municipal, considérant que l'établissement du chemin de fer d'AUDIERNE faciliterait les transports de matériels et de personnes, émet le vœu que des études sérieuses soient faites pour parvenir à l'exploitation du dépôt houiller de la vallée du Cap. Il prie Monsieur le Préfet de vouloir bien adresser cette délibération à la Direction des Mines, avec un avis favorable."

Le 15 octobre 1900, la société SURCOUF et Cie, qui avait sollicité une concession de deux mille hectares autour de QUIMPER, présenta également une demande de permis de recherches dans le Cap Sizun. L'autorisation lui fut refusée, comme elle l'avait été pour la zone de QUIMPER, nous l'avons déjà vu.

En 1901, M. LE GUALES de MEZAUBRAN, du LEGUE-PLERIN, près de SAINT-BRIEUC, adresse une demande de concession. L'aire de prospection sollicitée couvre une superficie de 4.652 hectares. Elle part de Kerguioc'h en CLEDEN à Lescoff en PLOGOFF ; puis de Lescoff au clocher d'ESQUIBIEN ; de là, au manoir de Lezongar en BEUZEC ; de Lezongar au clocher de GOULIEN et à la Pointe du Van. Il était prévu une indemnité de dix centimes par hectare aux propriétaires qui céderaient leurs terrains. (1) Aucune réalisation ne suivit ces démarches. Et nous signalerons pour terminer qu'un puits de recherches fut foré en 1917, à cent mètres au Sud de l'étang de Lauval ( en PLOGOFF ). Le Docteur PICQUENARD le décrit ainsi : "Le forage effectué en 1917 sur la déclivité de la vallée, au Sud de l'étang de Lauval, consiste en un puits à section carrée, d'un mètre de côté environ, étayé par des boisages, avec un treuil pour l'extraction des matériaux. Ce puits est actuellement plein d'eau. Il doit être peu profond, à en juger par le faible cube de déblais qui gisent à côté." (2)

Qu'en pleine guerre où se soit soucie de recherches houillères dans ce coin isolé de la pointe de BRETAGNE laisse croire que devant certains besoins, des prospections aient été demandées pour pallier une certaine insuffisance de production dans d'autres zones minières de notre pays.

Et depuis le silence est retombé sur les bassins houillers de notre Cornouaille où seuls quelques puits, quelques galeries à demi éboulées attestent de ces activités du passé.

.....

Quelles conclusions peut-on dégager de tous ces essais infructueux de mise en valeur du sous-sol dans les bassins houillers de Cornouaille ?

Tout d'abord, quand on considère les structures des gisements, on ne manque pas d'être frappé par la dislocation des couches, la faible puissance des filons et l'exigüité des zones résultant de failles localement limitées.

On doit signaler ensuite le manque d'organisation générale dans l'exécution des travaux de prospection, l'anarchie qui régna dans les sondages, multipliés sans raison valable. " Chaque changement de directeur amenait à un changement de système dans la conduite des travaux et souvent, il faut le dire, sans but et sans raison," écrit De FOURCY. (3)

---

(1) Daniel BERNARD ( op. cit. ) dont s'est largement inspiré cet exposé sur le bassin du Cap Sizun.

(2) Dr PICQUENARD ( op. cit. ), p. 4 (1918).

(3) De FOURCY (op. cit.), p. 148.

Enfin, sur le plan de l'économie, il apparaît que les différentes sociétés ne surent point gérer judicieusement leurs intérêts en adaptant les moyens , en personnel et en matériel, aux fins poursuivies." Des sommes immenses ont été dépensées sans résultat réel, si ce n'est celui du dégoût et du renouvellement réitéré des entrepreneurs ", note RIVIERE, en 1838.(1) Cette perte d'importants capitaux conduisit , nous l'avons vu, à l'abandon des travaux.

L'histoire des mines de houille de Cornouaille révèle un ensemble de tentatives, audacieuses certes à l'époque , mais vouées à l'échec pour les raisons que nous venons d'invoquer. Mais ces activités économiques font partie du passé de notre région, c'est pourquoi nous avons voulu les sortir de l'oubli en évoquant l'aventure de ces inlassables pionniers qui, à QUIMPER comme à KERGOGNE et dans le CAP SIZUN tentèrent d'arracher à la terre ce précieux minéral qui devait, croyait-on, apporter aux hommes un certain mieux-vivre et ouvrir peut-être une ère de prospérité.

- PLOMELIN, 27 février 1974

---

(1) A. RIVIERE (op. cit.), p. 31 .

- BIBLIOGRAPHIE -

---

Archives départementales du Finistère - Mines et énergie - 8 S.

Archives municipales de QUIMPER.

B.S.A.F. - tome LXXVII - 1951 - Le bassin houiller de Cléden, Daniel BERNARD.

B.S.A.F. - tome XCIII - 1967 - Mémoire du capitaine CONRIER.

A. RIVIERE , Etudes géologiques faites aux environs de QUIMPER (1838).

E. De FOURCY , Carte géologique du Finistère (1844).

Docteur Ch. PICQUENARD , Rapport à la Société Géologique et Minière de Bretagne (1918).

Docteur Ch. PICQUENARD , Prodrôme de la flore fossile du Bassin de Kergogne (1920).

A. LE GRAND , QUIMPER-COARENTIN en Cornouaille ( 1968 ).

E. MONANGE , Une entreprise industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Mines de POILLAUEN et du HUELGOAT (1732-1791) ", thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle, 1972.

Y. ROLLAND - les fours à chaux et calcaires du Finistère, "Penn ar Bed ", mars 1972.

Yves-Alain FUCHS - Le bassin houiller de QUIMPER , "Penn ar Bed", n° 1, 1953.

.....

Autres ouvrages traitant des bassins houillers de Cornouaille

---

F. KERFORNE , " Les bassins houillers du Finistère ", Le Monde industriel et commercial - tome III - juillet 1917, p. 191 .

Docteur Ch. PICQUENARD, " Sur le carbonifère du Sud du département du Finistère ", Extrait du compte-rendu du XIII<sup>e</sup> Congrès Géologique International, 1923.

Annik PELHATE (Mme) - " Contribution à l'étude sédimentologique du Carbonifère de QUIMPER, (Finistère) - Bulletin de la Société Géologique et Minéralogique de Bretagne - nouvelle série , fasc. 2 , décembre 1957.

J. GARREAU et Annik PELHATE, " Bassins du Carbonifère supérieur du Massif Armoricaïn", Lexique Stratigraphique International, Vol. VIII, art. Carbonifère (sous presse).

---

NG

FABRÈQUE

EXTRA-STRONG

EXTRA-STRONG

FABRÈQUE